



Une concertation asile insatisfaisante

Après plusieurs semaines de concertation, dont la méthode a été décriée, entre l'État, des élus et des associations, un rapport parlementaire décevant donne les principales orientations de la réforme à venir.

La CFDA a d'emblée proposé des recommandations pour une réforme d'envergure appelant à une politique de rupture fondée sur :

- un renversement de logique, en passant d'une vision de police des étrangers assise sur le contrôle et la dissuasion à une logique de protection des personnes sollicitant l'asile, dans le respect du droit international, à l'exclusion de toute considération relative à la gestion de l'immigration ;
- une simplification réelle de la procédure d'asile dans l'intérêt exclusif des demandeurs d'asile ;
- un renforcement des garanties tout au long de la procédure de façon à la rendre satisfaisante et équitable.

La Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) a également rendu un avis à

contre-courant, redoutant que la nécessaire transposition des règles européennes ne pousse les dirigeants à «prendre des mesures de plus en plus restrictives concernant l'exercice du droit d'asile».

Une des mesures est notamment la création de centre de rétention pour les déboutés afin que leur départ se fasse plus rapidement et de façon plus certaine avec notamment une incitation financière.

L'aspect comptable emporte le pas sur un réel souci de protection. Le projet de loi sera peut être débattu par le Parlement à l'été 2014.



Rapport sur la réforme de l'asile

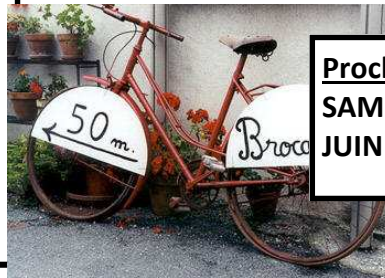
Remis au Ministre de l'Intérieur, le 28 novembre 2013

Vu de la Zone d'attente : L'ANAFE dénonce

Deux jeunes Guinéens sont arrivés à bord d'un cargo en provenance de Dakar le vendredi 10 janvier, au port de Marseille. La PAF refuse d'enregistrer leur demande d'asile et leur notifie un refus d'entrée sur le territoire. Ils sont alors remis à bord pour être ramenés à leur point de départ, sans avoir été placés en zone d'attente. Alors que le bateau quitte le port de Marseille, ces deux hommes - désespérés par ce renvoi forcé - décident de se jeter à l'eau pour regagner la terre ferme et demander à

la France la protection qu'ils étaient venus chercher. Tandis que l'un parvient à gagner le rivage, son compatriote se noie dans les eaux françaises.

Le survivant de cette tragédie a été admis sur le territoire par le ministère de l'Intérieur, l'Anafé demande aux autorités françaises de tirer toutes les conséquences de ce drame, notamment quant à la pratique de remettre les « passagers clandestins » sur les navires qui les acheminés, et de diligenter une enquête pour lever le voile sur l'opacité qui entoure ce genre de pratiques expéditives et contraires au respect des droits de l'homme aux frontières maritimes.



Prochaines Brocantes
SAMEDI 15 mars et SAMEDI 14 JUIN 2014 de 10h à 18h au GAS



Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers

Le dédale de l'asile à la frontière

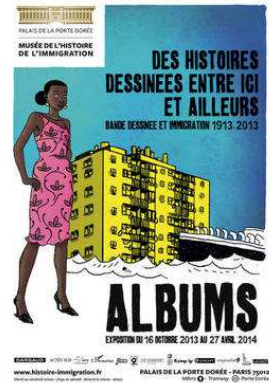


Comment la France ferme ses portes aux exilés

LE DEDAILE DE L'ASILE A LA FRONTIERE - Comment la France ferme ses portes aux exilés

A partir des données recueillies pendant les permanences de l'association et dans le cadre d'observations d'audiences du tribunal administratif de Paris en 2011 et 2012, le présent rapport dénonce la complexité, les lacunes et défaillances de la procédure d'asile à la frontière et met en lumière l'ineffectivité des recours contre les décisions de rejet au titre de l'asile. Cette procédure, du dépôt de la requête au jugement, est une véritable course d'obstacles.

Expo au Musée de l'histoire de l'immigration jusqu'au 27 avril: Albums-bandes dessinées et immigration—1913/2013



À travers plus de 400 pièces et documents originaux, planches de bande dessinée, esquisses et croquis préparatoires, films d'animation, entretiens filmés et autres photographies et documents d'archives, l'exposition se propose d'envisager le phénomène migratoire dans la bande dessinée.

- SOMMAIRE :**
1. Actualité du GAS
 2. Situation en France
 3. Le droit d'asile en Europe
 4. Actualité des réfugiés dans le monde

Film à voir; Actuellement dans les salles

Le GAS soutient avec d'autres associations, la sortie du film *Ceuta, douce prison* de Jonathan Millet et Loïc H. Rechi « Ceuta, douce prison » suit les trajectoires de cinq migrants dans l'enclave espagnole de Ceuta, au nord du Maroc. Ils ont tout quitté pour tenter leur chance en Europe et se retrouvent enfermés dans une prison à ciel ouvert, aux portes du vieux continent. Ils vivent partagés entre l'espoir d'obtenir un « laissez-passer » et la crainte d'être expulsés vers leur pays.

Expulser: toujours et encore plus!

Manuel Valls a présenté le 31 janvier le bilan de sa politique en matière d'immigration : 27 000 expulsions en 2013 contre 36 000 en 2012 et 46 000 régularisations, soit 10 000 de plus que l'année précédente. Malheureusement, ces chiffres ne reflètent pas une politique plus humaniste, de gauche, mais bel et bien une bataille de chiffres en occultant totalement chaque vie brisée lorsqu'une personne est renvoyée dans son pays.

A en croire M. Valls, la diminution du nombre des expulsions n'est qu'apparente car Guéant et les autres gonflaient les chiffres en y incluant les retours « volontaires », en particulier ceux des Roumains et des Bulgares percevant une « aide au retour » que Valls à supprimée.

En réalité, se félicite le ministre de gauche « *le chiffre des retours dits contraints en métropole en 2013 sera supérieur au chiffre constaté en 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011* ». Comment peut-on se féliciter d'être le champion de l'expulsion !

Cette attitude aboutit à occulter les quelques mesures positives prises par le gouvernement : la forte diminution du placement des familles en rétention, l'abrogation de la circulaire Guéant interdisant aux étudiants étrangers de travailler à la fin de leurs études, la remontée du nombre des naturalisations (- 40 % sous Guéant, + 14 % sous Valls). Et l'idée finit par s'ancrer dans l'opinion que, si des aménagements sont possibles et si les discours peuvent changer, la réalité de la politique, les faits et les chiffres demeurent : « le moins de régularisations possible et des expulsions par milliers ».



Trois idées fausses sur l'asile

1 – A cause de l'afflux de faux réfugiés, le nombre des demandes est en augmentation, d'où la baisse de la proportion de statuts obtenus. On constate depuis trente ans une augmentation effective de dossiers déposés mais sans corrélation proportionnelle avec l'augmentation croissante des rejets.

2 – Les rejets en grand nombre par l'OFPPA et l'instance d'appel constituent la preuve que la majorité des requérants sont de faux réfugiés. Malgré les récits détaillés et les documents exigés des victimes au titre de preuves, les agents reconnaissent être guidés avant tout par leur intime conviction. Des variations importantes existent selon la personne qui prend la décision, ainsi que des disparités pour une même nationalité. Les chiffres reflètent l'interprétation plus ou moins suspicieuse par l'agent des preuves apportées.

3 – La France est un pays d'accueil généreux. Sur les 15 millions de réfugiés dans le monde, les quatre cinquièmes se trouvent dans les pays limitrophes. La France en a 160.000, chiffre qui reste stable, alors que le Pakistan en compte 1,7 million, l'Iran près de 900.000.

D. Fassin, sociologue.

En France, l'accueil des réfugiés syriens reste frileux

Selon Amnesty international, l'accueil des réfugiés syriens reste ridiculement bas en France. Le ministère des Affaires étrangères affirme: "La France est un des pays qui accueille le plus de réfugiés au monde, notre politique pour obtenir le statut est relativement généreuse.

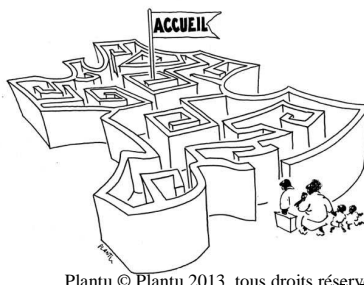
Dans le cadre de la Syrie nous faisons un effort supplémentaire."

Depuis mars 2011, la France a accueilli 3700 Syriens dont 1700 avec un statut de réfugié. Un chiffre totalement insuffisant comparé aux 2,4 millions ayant quitté leur pays.

En octobre, le Président Hollande s'était engagé à accueillir 500 Syriens identifiés comme très vulnérables par le HCR. Depuis janvier (toujours selon les sources de AI) dans ce programme de "réinstallation", seuls 35 à 70 Syriens sont arrivés ."

L'UE dans son ensemble les bloque aux frontières, ce qui les oblige à utiliser des réseaux de passeurs et à mettre leur vie en danger. Les pays limitrophes de la Syrie accueillent la grande majorité des réfugiés.

Le Haut Commissaire aux réfugiés a exhorté l'ensemble des pays de la planète à ouvrir leurs frontières.



Plantu © Plantu 2013, tous droits réservés



Une liste des pays sûrs (POS) qui pose question

L'Albanie, le Kosovo et la Géorgie rejoignent la liste des pays dits "sûrs" fixée par le conseil d'administration de l'Office national de protection des réfugiés et des apatrides (OFPPA) le 16 décembre 2013. La CFDA a demandé à retirer l'Ukraine des POS au vu de la situation actuelle.



AIDEZ-NOUS À SOUTENIR LES RÉFUGIÉS !

Adressez vos dons à :

**Groupe Accueil et Solidarité,
17 place Maurice Thorez,
94800 VILLEJUIF
Merci pour votre soutien solidaire.**

Les demandeurs d'asile dorment toujours à la rue

En Ile de France : 18 800 demandeurs d'asile, 3 600 places d'hébergement. En décembre 2012, le gouvernement avait annoncé la création de 4 000 places de Centres d'accueil des demandeurs d'asile (CADA) pour 2013 et 2014. Mais la trentaine de constructions annoncées sont en grande majorité dans des départements ruraux, alors qu'en Ile de France le nombre de demandes d'asile progresse plus vite que celui des places disponibles en CADA. A Metz, en janvier 2014, la justice a une nouvelle fois enjoint la préfecture de Moselle d'héberger d'urgence plusieurs familles "20 personnes et 5 enfants" de demandeurs d'asile vivant dans la rue.

Quand la Grèce devient plus dangereuse que la Guinée

Bruxelles est la troisième escale du réfugié politique guinéen Mamadou Bah. En 2006, il a fui sa patrie par crainte d'un meurtre d'honneur. Son père, un imam influent, ne supportait pas que son fils aîné ne suive pas ses traces. En Turquie, il a pris un petit bateau pour la Grèce où on lui a accordé l'asile politique. En Grèce, il a obtenu l'asile, a travaillé et a milité pour la défense des droits de l'homme. Parce que noir, il a été victime d'une tentative de meurtre par Aube Dorée le parti nazi grec. Il a dû fuir vers la Belgique où il est actuellement demandeur d'asile et demande donc à l'Etat belge de lui accorder sa protection, en tant que membre d'un groupe « cible » de discriminations et de la violence d'extrême-droite, mais aussi policière, et comme réfugié politique au sens strict, personnellement pourchassé pour ses opinions et ses activités.



Asile, migration et intégration: les chiffres

Le Parlement et le Conseil soutenu par la commission des libertés civiles ont décidé que les pays de l'UE devront allouer davantage de fonds pour améliorer leur système d'asile et d'intégration des migrants.

Le budget total du fonds "asile, migration et intégration" pour 2014-2020, s'élève à 3,1 milliards d'euros dont 2,7 milliards alloués aux programmes nationaux. Au moins 20% seront consacrés à la migration légale et l'intégration et 20% à des mesures liées à l'asile.

A ajouter aussi :

- la décision d'allouer au titre du programme de réinstallation, un montant forfaitaire de 6000 euros par personne réinstallée (10000 pour les plus fragiles).

- Et la création d'un fonds pour la sécurité intérieure de 2,8 milliards pour la gestion des frontières extérieures, dont 1,5 milliard pour les programmes nationaux.

Au Royaume Uni, expulser les demandeurs d'asile, ça rapporte !

"The Guardian "révèle, documents à l'appui que le personnel de la direction de l'immigration est encouragé à rejeter les demandeurs d'asile qui font appel contre une obligation de quitter le territoire, primes à l'appui.

Objectif: dépasser les 70% de demandes d'asile refusées.

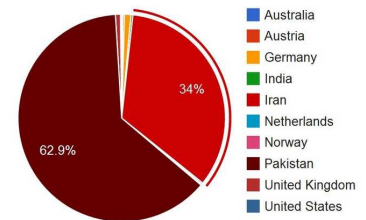
Pour James Packer avocat spécialisé en droit de l'immigration, il s'agit "d'une incitation claire à de mauvaises pratiques". Son cabinet envisage d'attaquer en justice cette pratique si elle n'est pas retirée très prochainement.



Non aux expulsions des Afghans chez eux

Les Afghans protestent en Belgique, mais aussi en Suède, en Norvège et en Grèce contre les expulsions vers l'Afghanistan. Ils dénoncent la situation extrêmement volatile dans leur pays. Le risque est grand avec le départ des troupes de l'OTAN que la situation sécuritaire sur place se dégrade.

Where Afghanistan's refugees go to



UNHCR 2011 refugee statistics

Frontière gréco-turque et politique d'asile européenne

Le renforcement des contrôles à la frontière gréco-turque oblige les personnes fuyant des conflits en Afrique et au Moyen-Orient à prendre des routes de plus en plus dangereuses. Ceux qui arrivent à franchir cette frontière européenne sont souvent victimes de refoulement par les gardes-côtes grecs ou les patrouilles de FRONTEX, vers les côtes turques ou systématiquement enfermés à leur arrivée en Grèce dans des conditions dégradantes. Le renforcement des contrôles offert à la Grèce par l'UE bien loin de sauver des vies conduit à la violation des droits sinon à la mort ceux qui demandent protection.

En Turquie la nouvelle loi en préparation sur les étrangers et la protection internationale promet de reproduire les travers juridiques du droit européen et écarte du droit d'asile tous les ressortissants non européens. L'U.E. tente de négocier un accord de réadmission avec la Turquie pour tous ceux qui ne peuvent entrer en Europe et propose de financer la construction de lieux d'enfermement.



**LE GAS
RECHERCHE
DES BENEVOLES:**

Aidez-nous à :

♣ **Tenir les permanences d'accueil (mardi et jeudi)**

♣ **Aide au récit et aux démarches administratives**

♣ **Accompagner les familles logées par le GAS**

♣ **Participer et préparer les brocantes trimestrielles**

♣ **Faire vivre le mobilier solidaire (bricolage, tri...) et aider à la distribution le Samedi matin**

Et tout autre bonne volonté est la bienvenue!!!!!!

Centrafrique

La Centrafrique est plongée dans la crise depuis début mars 2013, quand une rébellion à majorité musulmane a renversé le gouvernement déclenchant des violences dont les civils sont les premières victimes.

Parmi les centaines de milliers de déplacés, près de 60000 habitants de Bangui se sont réfugiés en RDC où disent-ils, ils se sentent en sécurité malgré les difficultés matérielles et attendent pour rentrer que leur pays retrouve la paix.

Somalie

Le Kenya qui abrite environ 610000 Somaliens a lancé un processus de rapatriement volontaire. Le HCR appelle tous les Etats à respecter leurs obligations internationales: «bien que la sécurité se soit améliorée dans certaines parties du Sud et du centre de la Somalie, le conflit armé se poursuit...»

SAFIN HAMED / AFP



Un rideau de barbelés sur la Bulgarie

Financé par le ministère de la Défense, un mur de fils barbelés de 3 m de hauteur, est en construction sur 33 km dans une région boisée, à la frontière entre Turquie et Bulgarie. Destiné à mieux contrôler l'afflux d'immigrants clandestins, selon le ministère de l'Intérieur, il ne s'agit pas de repousser les réfugiés mais de les réorienter vers les points de contrôle. La frontière étant d'une longueur totale de 270 km, les experts s'interrogent sur l'efficacité de ce dispositif. La Bulgarie, pays le plus pauvre de l'U.E. manque de centres d'hébergement et de personnel compétent; elle a reçu 6 millions d'Euros de la Commission pour améliorer ses conditions d'accueil.

Les Syriens sont deux millions à avoir quitté le pays ou à s'apprêter à le faire

En septembre 2013, 107 réfugiés syriens du Liban sont partis vers l'Allemagne. Ce pays a accepté d'accueillir au total 5000 Syriens dans le cadre d'un programme d'admission humanitaire temporaire. Leur permis de résidence est valable deux ans avec possibilité d'extension si la situation en Syrie reste inchangée. Ces réfugiés sont des personnes particulièrement vulnérables, femmes et filles à risques, malades chroniques qui ne peuvent être soignés au Liban, victimes d'actes de torture. Les pays voisins de la Syrie supportent la plus grande partie du fardeau des deux millions de réfugiés syriens et leurs infrastructures sont surchargées. Les Etats-Unis n'ont accueilli que 90 Syriens.

Maroc/Algérie

Le 30 janvier 2014, le Maroc a décidé d'offrir l'asile, à 29 réfugiés syriens jetés à la frontière marocaine par les autorités algériennes, au niveau de la région Oulad Ayyad, située à 13 Km de la ville d'Oujda.

Corée du Nord

Plus de 1 500 Nord-Coréens se sont réfugiés en Corée du Sud en 2013. Mais depuis son arrivée au pouvoir, Kim Jong-Un a renforcé la lutte contre la fuite de ses citoyens.

Chasse aux réfugiés syriens en Egypte

Après les Palestiniens et les Soudanais, les Syriens sont victimes des revirements politiques du pouvoir égyptien. Accueillis comme des frères en 2012, avec l'appui financier des pays du Golfe, ils s'intègrent facilement, ouvrent commerces et restaurants. Avant même la destitution de Morsi, début 2013, des campagnes de dénigrement les forcent à quitter le pays. Leur situation s'aggrave après que l'armée a pris le contrôle du pays: imposition de visas, refoulement à leur arrivée à l'aéroport, arrestations et déportations. Début août ils commencent à quitter l'Egypte pour l'Europe. En novembre, le HCR en compte 130.000 mais ils seraient 300.000. Ils sont nombreux à être illégalement détenus jusqu'à ce qu'ils quittent le pays à leurs frais.

Les réfugiés clandestins ont encore manifesté une fois le 8 février dans les rues de Tel-Aviv

Ils condamnent la politique d'immigration d'Israël, et ils ne sont pas prêts à rendre les armes: "Nous n'allons pas baisser les bras, d'autant plus que c'est notre vie qui est en jeu", a déclaré récemment l'un d'eux. Au centre de la manifestation, la loi sur «la prévention de l'infiltration», loi qui place automatiquement en détention les réfugiés clandestins entrés sur le territoire israélien. Ils exigent en effet l'annulation immédiate de cette loi, qu'ils jugent «injuste». Si on en croit les chiffres, 53 000 réfugiés clandestins originaires d'Afrique vivent en Israël. La grande majorité viennent du Soudan et de l'Érythrée.



Photo : JACK GUEZ / AFP

LETTRE D'INFORMATION :

Rédaction et réalisation : Groupe Accueil et Solidarité

17 place Maurice Thorez 94800 VILLEJUIF - 01 42 11 07 95

Site : www.gas.asso.fr - Email : contact@gas.asso.fr